



Numéro 133 — 30 avril 2026

CSAL/FS SÉANCE du 30 avril 2026

Représentants de l'administration :

Mme DESHAYES, M JOUVE, Mme CABANNE et Mme CARANOBE

Représentants des personnels :

CGT – Finances Publiques : M VEYLET (T), Mme LAMOURY (T) et Mme FRIAA (S)

FO DGFIP : M MOISSINAC (T), Mme BECKER (T) et M ANTONY (S)

SOLIDAIRES : M. GRIFFAULT (T), M MARECHAL (T) et M GALLOT (T)

Mme MACHADO : Assistante de prévention

Mme JAVELLE Inspectrice Santé Sécurité au Travail

Mme FERELLEC Animatrice de la Politique Ministérielle de Prévention

M ABHAMON : Secrétaire

Ordre du jour :

- 1 — Approbation des PV en instance (sous réserve de signature et diffusion)**
- 2 — Examen des propositions de formations (pour information) et examen des propositions d'actions (pour information) suite au GT préparatoire**
- 3 — Le budget 2026 (pour avis)**
- 4 — Prévention relative à la consommation d'alcool et de produits stupéfiants dans les locaux de la DDFIP du Cantal (pour information)**
- 5 — Examen des fiches de signalement (pour information)**
- 6 — Examen des fiches accident de travail (pour information)**
- 7 — Examen du registre Santé et Sécurité au Travail (pour information)**
- 8 — Présentation des rapports de visite de la délégation de la FS au PRS et PCU (pour information)**
- 9 — Questions diverses**

Mme DESHAYES vérifie que le quorum est atteint et ouvre la séance à 9h30

1 – Approbation des PV en instance (sous réserve de signature et diffusion)

Le point sera évoqué à la prochaine séance, les PV n'étant pas disponibles.

2 – Examen des propositions de formations (pour information) et examen des propositions d'actions (pour information) suite au GT préparatoire

Le budget alloué à la formation spécialisée pour 2026 s'élève à 21600 € (il était l'an dernier de 23763 €), La CGT a déjà dénoncé cette baisse lors du groupe de travail.

Budget prévisionnel :

Enveloppe Formations

Les formations retenues sont :

- PSC1, 2 sessions (Aurillac et Saint Flour) – 1500€
- Gestes Qui Sauvent, 2 sessions (Aurillac et Saint Flour) – 850€
- Ergonome, 2 sessions d'une journée pour 15 postes (30 p) – 1020€
- Prévenir la souffrance au travail (EIPAS), 12 participants – 1529,91€
- Faire face à l'agressivité (EIPAS), 12 participants – 1529,91€
- Yoga des yeux, 2 sessions d'1h30, 15 participants par créneau – 1200€
- Prévenir le burn-out (EIPAS), 12 participants – 1529,91€
- Formation sécurité routière, 1 session d'une journée, 8 participants - 756€

La formation « Reconnaissance au travail, favoriser l'engagement de ses collaborateurs » est mise en réserve.

M VEYLET (CGT) précise que cette formation consiste à fournir des clés aux managers pour qu'ils puissent exprimer leur reconnaissance envers leurs équipes dans le cadre d'un management bienveillant.

Dans l'attente d'un devis, Mme DESHAYES propose d'examiner dans le catalogue de formation interne ce qui est déjà existant.

**La CGT appelle les agents à suivre les formations proposées.
Les formations dispensées par l'EIPAS sont à l'initiative de la CGT, ainsi que le Yoga des yeux et
l'intervention de l'Ergonome.
Tout cela s'inscrit dans la volonté d'amélioration des conditions de travail des agents.**

Enveloppe Locale

- Aménagement : 2 souris centrales filaires – 363,90€
- Exercices évacuation : 3 exercices – 900€
- Aménagement de poste – 3000€
- Renouvellement des stocks de petites fournitures – 1000€
- Brochures INRS « Risques psychosociaux 9 conseils pour agir au quotidien », 50 exemplaires 300€ (6€ pièce) sur proposition de la CGT.

Solde à consommer sur l'enveloppe locale : 2896,37€

3 — Le budget 2026 (pour avis)

Vote :

Pour : 7

Contre : 0

Abstention : 0

La CGT, qui l'avait déjà proposé en groupe de travail et en raison du reliquat, soumet l'idée d'installation de distributeurs de protections périodiques dans les toilettes des bâtiments.

Mme DESHAYES précise que ce sont des questions qui touchent à l'intime.
Des collègues féminines lui ayant fait part d'un ressenti de stigmatisation.

M JOUVE précise que de tels aménagements impliquent un coût renouvelé de rechargement que la direction refuse catégoriquement de prendre en charge.

M VEYLET (CGT) signale que cette proposition avait au contraire rencontré un écho favorable auprès d'autres collègues féminines. L'installation a déjà été adoptée par de nombreuses entreprises et établissements publics dont la DDFIP de la Nièvre. Il ne s'agit bien évidemment pas de stigmatiser les collègues, mais plutôt d'apporter une solution de dépannage sur leur lieu de travail. Cette demande s'inscrit dans le cadre de revendications plus larges portées par la CGT et relatives à la santé des femmes au travail, dont l'octroi de jours d'autorisation d'absence spécifiques.

Brochure « La santé des femmes au travail » Octobre 2025 : endométriose, ménopause, grossesse..

[20251029_FemmesSante_Brochure_NUMERIQUE.pdf](#)

4 — Prévention relative à la consommation d'alcool et de produits stupéfiants dans les locaux de la DDFIP du Cantal (pour information)

M JOUVE présente la note dans laquelle la réglementation est rappelée et qui met en avant les bonnes pratiques à avoir lorsqu'on est confronté à un collègue présentant une addiction.

M DESHAYES rappelle que la prévention et la lutte contre la consommation d'alcool et de produits stupéfiants sont des enjeux de santé publique majeurs.

M VEYLET (CGT) reconnaît que cette note a le mérite d'indiquer les réactions à avoir, et qu'elle souligne que les addictions sont des maladies et qu'elles doivent donc faire l'objet d'une prise en charge. Les conditions de travail (stress...) peuvent favoriser le développement des addictions, malheureusement, du fait de l'absence de visites médicales, la prise en charge peut être retardée.

Mme DESHAYES précise que tout signalement est remonté au médecin du travail (Dr NEEL) qui se charge de se mettre en relation avec l'agent et son médecin traitant.

Mme FRIAA (CGT) ajoute qu'un affichage en couleurs des adresses et numéros des centres de soin et d'accompagnement locaux serait très bénéfique, et permet une sensibilisation des agents.

Mme JAVELLE (ISST) approuve cette idée d’affichage ainsi que la proposition de Solidaires de réaliser des réunions de présentation de la note.

Mme DESHAYES retient ce dispositif.

5 — Examen des fiches de signalement (pour information)

Mme MACHADO présente la fiche de signalement relative à une altercation survenue le 31 mars 2026 entre un agent et son encadrante.

6 — Examen des fiches accident de travail (pour information)

Mme MACHADO présente la fiche d’accident du travail relative à un choc avec une porte vitrée à la THD. L’agent a subi une blessure ayant entraîné une journée d’ITT.

M VEYLET (CGT) précise que les agents ont depuis collé des stickers sur la porte concernée.

7 — Examen du registre Santé et Sécurité au Travail (pour information)

Mme CARANOBE présente l’unique annotation au RSST concernant le site de Saint Flour pour lequel il y avait un problème d’accès au bâtiment. En réponse au problème d’accès, un nouveau dispositif d’accès par badge a été mis en place en avril 2026.

8 — Présentation des rapports de visite de la délégation de la FS au PRS et PCU (pour information)

M VEYLET (CGT) et M MOISSINAC (FO) présente les rapports de visites en délégation de la Formation Spécialisée effectuées le 29/01/2026 au PCU et PRS.

Vous trouverez dans les tableaux ci-dessous les observations formulées dans les rapports ainsi que les réponses apportées ce jour par la Direction :

PRS

LIEU	OBSERVATIONS	RÉPONSES DE L'ADMINISTRATION
Bureau des agents	Des boîtes d’archive sont installées au-dessus des armoires	Les boîtes ont été enlevées
Bureau de réception des usagers	Situé au Rez-de-chaussée et isolé de tout autre service, ce bureau de réception en correspond à aucune norme de sécurité notamment en cas d’agression	Un signal visuel et sonore a été mis en place

PCU

LIEU	OBSERVATIONS	RÉPONSES DE L'ADMINISTRATION
1 ^{er} étage Bureau de l'adjoint et de l'inspectrice du PCRP	- Problème récurrent de chauffage. Durant l'hiver, il a été nécessaire d'utiliser des radiateurs électriques d'appoint fournis par la direction, la température étant descendue sous les 15°.	Problème identifié. Financement en cours pour les travaux. Dans l'attente, possibilité d'utiliser des radiateurs d'appoint.
1 ^{er} étage Bureau de l'adjoint et de l'inspectrice du PCRP	- 3 prises électriques ne fonctionnent pas.	Problème identifié. Traitement en cours
1 ^{er} étage Bureau du PCE	il est constaté la présence de blocs électriques de type "triplettes". - 1 prise électrique ne fonctionne pas.	Problème identifié. Traitement en cours
1 ^{er} étage Bureau PCRP	- Les agents présents ont exprimé une gêne pour réaliser les travaux demandant de la concentration, du fait d'être 4 dans le même bureau d'une superficie limitée. De plus, se pose la question du positionnement de la collègue lors de son retour d'arrêt maladie. Le bureau n'est pas adapté pour 5 agents.	Pour l'instant, le bâtiment est complet, le problème pourra revu après le départ du SGC.
1 ^{er} étage Bureau PCRP	- Une des deux portes d'accès au bureau est bloquée ce qui pose un problème de circulation et d'évacuation en cas d'alerte incendie	Porte réparée
Bureau de réception des usagers	Il n'existe pas de bureau de réception des usagers propre au PCU. Le local d'accueil est partagé avec celui du SDIF. Problème de disponibilité obligeant les agents à recevoir dans des locaux non prévus à cet effet	Une solution est en cours de recherche
Bureau de réception des usagers	Le bureau d'accueil partagé avec le SDIF n'est pas aux normes de sécurité pour l'accueil du public	La mise aux normes va être réalisée
Bureau de réception des usagers	Le bureau d'accueil partagé avec le SDIF n'est pas chauffé	Diagnostic et travaux à réaliser
1 ^{er} étage Salle de convivialité	Salle de convivialité partagée avec le SDIF	Diagnostic et travaux à réaliser
2ème étage Toilettes Dame	Odeur nauséabonde présente en permanence	Le plombier est venu le mois dernier
Ensemble des locaux	- Non connaissance du RUS - Absence de désignation des serres-files et guide-files - Aucun exercice d'évacuation n'a été fait à ce jour	Le RUS sera présenté lors d'un prochain exercice d'évacuation
Risques psycho-sociaux	- Les agents du PCE ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'avenir du service	Les arbitrages seront rendus courant mai-juin

9 — Questions diverses

M VEYLET (CGT) demande où en est la mise en place à la DGFIP du passeport de prévention, un outil de suivi individualisé des formations en matière de conditions de travail.

Mme JAVELLE (ISST) informe que le Secrétariat Général a bien prévu son déploiement au niveau du ministère sans annoncer de date car ce déploiement pose des problèmes qui restent à régler.

M VEYLET (CGT) indique que le déménagement du SGC a pu occasionner des désagréments aux autres services d'accueil du public d'Aurillac qui en ignoraient la date.

Mme CABANNE propose de publier les futurs déménagements sur Ulysse 15.

M VEYLET (CGT) intervient pour relayer la mobilisation des agents des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) dont le réseau, financé en grande partie par la part de taxe d'aménagement attribuée au département, est menacé par les pertes constatées sur le recouvrement de cette taxe depuis son transfert à la DGFIP. Au plan national 900 emplois pourraient disparaître, le CAUE de la Manche a déjà fermé et d'autres fermetures sont annoncées.

Mme DESHAYES reconnaît cette situation et ses conséquences dramatiques. Sans nier la part de responsabilités de l'administration elle considère que d'autres facteurs interviennent comme la modification de la date d'exigibilité de la taxe ou la diminution du nombre de constructions sur les dernières années.

Au niveau Dgfip, des solutions pour améliorer les choses sont en cours : traitement du contentieux et du recouvrement en instance, meilleure information des usagers sur le parcours déclaratif.

Pour elle le CAUE du Cantal n'est pas menacé car le Département continue de financer ce service avec d'autres ressources.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h30.

Les représentants CGT Finances publiques : Laurent VEYLET, Alexandra LAMOURY et Sylvie FRIAA.